

rend la situation des cultivateurs encore plus difficile, même s'ils doivent travailler davantage.

Les succédanés des produits laitiers importés de pays étrangers, comme le rapporte le Bureau fédéral de la statistique, sont aussi une cause de la détérioration de la situation financière des cultivateurs.

Au Congrès général des cultivateurs de l'Est, cette fameuse question des succédanés des produits laitiers a été étudiée.

On peut lire, dans *La Terre de Chez nous*, ce qui suit, et je cite:

L'invasion des produits succédanés qui menacent la santé des consommateurs aussi bien que l'avenir des cultivateurs...

Donc, les consommateurs et les producteurs-consommateurs sont en cause.

... n'a pas laissé les congressistes indifférents et ils ont adopté à l'unanimité une résolution demandant aux gouvernements responsables de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire appliquer la loi et les règlements visant les produits succédanés. On demande notamment qu'avant d'introduire tout nouveau produit succédané sur le marché, des vérifications soient effectuées pour déterminer ses effets sur la santé des consommateurs et que les résultats de ces vérifications soient largement diffusés dans le public.

Nous requérons donc la collaboration du public consommateur, afin qu'il sache bien ce qu'il achète, pour être à même d'établir une comparaison entre ce qu'il achète et les produits laitiers fabriqués au Canada.

Afin d'aider le gouvernement à solutionner les problèmes, plusieurs organismes agricoles et autres ont formulé des suggestions très valables.

Encore une fois, je voudrais inviter l'honorable ministre de l'Agriculture à faire en sorte que le comité permanent de l'agriculture puisse étudier, le plus rapidement possible, tous les mémoires qui ont été présentés, afin de juger de la valeur des suggestions proposées, notamment par l'UCC et par la Coopérative fédérée du Québec qui, dans des mémoires sérieux et bien préparés, suggèrent une solution au problème des surplus de lait. En effet, ces organismes demandent qu'on en fasse une distribution dans les écoles. Cette suggestion pourrait être étudiée. Il me semble qu'elle est censée. Aux États-Unis, cette politique est en vigueur et je ne sache pas qu'il y ait du gaspillage. Quelles en sont les modalités? Je n'en sais rien, mais, à tout événement, j'inviterais l'honorable ministre de l'Agriculture et les fonctionnaires de son ministère à faire un examen de cette politique, afin de déterminer si elle ne pourrait pas s'appliquer au Canada.

Ne pourrait-on pas distribuer ces denrées dans les foyers et dans les institutions de charité, dont le revenu est insuffisant? De plus, un très grand nombre de familles touche

un revenu insuffisant. Je n'ai pas besoin de donner des statistiques, car je suis certain que la Chambre sait déjà que des études ont été faites et que dans la ville de Montréal, par exemple, il existe plus de 100,000 familles, dont le revenu est insuffisant, qui vivent dans une pauvreté excessive, selon le rapport de l'an dernier du Conseil économique du Canada.

Si l'on a des surplus, c'est parce qu'on ne peut pas atteindre le consommateur pour satisfaire tous ses besoins. Il existe un fossé entre le consommateur, qui a la possibilité d'acheter, des besoins à satisfaire, et le producteur qui a des produits à vendre.

Qu'on n'aille pas penser que je veux faire allusion au gouverneur de la Banque du Canada, qui touche déjà un traitement suffisant et n'est pas obligé de se priver, car il jouit d'un pouvoir d'achat qui lui permet de satisfaire ses besoins. Mais dans une famille où il y a 5, 8 ou 10 personnes à nourrir, avec un revenu trop modeste, il est bien compréhensible que tous les besoins ne peuvent pas être satisfaits, d'où la sous-consommation et la surproduction.

On pourrait également épiloguer longuement sur l'aide aux pays sous-développés. Tous les habitants du globe ont droit à un minimum de bien-être et leur premier droit, bien sûr, est d'être nourris convenablement.

Au cours d'une conférence des parlementaires du Commonwealth tenue à Nassau l'automne dernier et à laquelle j'ai eu l'occasion d'assister à titre de député et de représentant du Parlement canadien, 30 pays étaient représentés. Pendant huit jours, j'ai entendu les représentants de ces pays exposer les difficultés, pour leur pays, de produire les denrées nécessaires à la subsistance de leur population et demander aux pays plus favorisés de leur fournir les premières nécessités de la vie, afin de mieux se développer et d'améliorer ainsi leur sort.

• (5.10 p.m.)

On disposait d'un document de travail intitulé «L'aide—son efficacité».

Ce document était très bien préparé et l'on a consacré plusieurs séances d'études en vue de déterminer si l'aide du Canada, des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France aux pays sous-développés était efficace. Nous avons malheureusement découvert que dans trop de cas, l'aide apportée n'était pas suffisamment coordonnée pour être efficace.

J'ai été frappé à la lecture d'une lettre publiée dans le journal *La Terre de Chez Nous* et coiffée du titre—«Qu'en pensent ces gens?»

En voici quelques extraits:

J'ai ici la traduction d'un article paru dans le «Time» du 3 octobre, à la page 32. J'aimerais le faire paraître dans votre journal.